

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WIENERBERGER

WINGERTFELD

67470 Schaffhouse-près-Seltz

Code AIOT : 0006700163

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement WIENERBERGER implanté WINGERTFELD - 67470 Schaffhouse-près-Seltz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER
- WINGERTFELD - 67470 Schaffhouse-près-Seltz
- Code AIOT : 0006700163
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WIENERBERGER est autorisée à exploiter une carrière de lœss sur le ban communal de Schaffhouse-près-Seltz (67), pour une durée de 25 ans, par arrêté préfectoral du 21/12/2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 13.5	Sans objet
2	Stabilité des terrains	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 12.1	Sans objet
3	Profondeur d'exploitation - talus	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 12.2	Sans objet
4	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 6.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déchets extérieurs à la carrière	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 9.2	Sans objet
6	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.1	Sans objet
7	Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17/04/2025 a porté sur les conditions d'exploitation du site, la tenue du plan, les mesures écologiques et leurs performances. L'exploitant a pu présenter le site, les projets en cours et les perspectives d'exploitation ainsi que les aménagements écologiques coordonnés. Les constats établis lors de la visite n'appellent pas de remarque de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 13.5
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates des levés ; - les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines ; - les limites communales ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les bords de la fouille ; - les limites de sécurité définies dans le présent arrêté ; - la position de tous ouvrage ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; - l'emplacement exact du bornage ; - la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ; - l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ; - les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ; - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état ; - les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; - les limites de la zone de transit de produits minéraux ; - l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel et des points de prélèvement ; - les zones de stockage des terres et des stériles d'exploitation ; - des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. <p>Le plan est daté. Il comporte une légende qui permet d'identifier les éléments énumérés au paragraphe précédent.</p>

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan d'exploitation daté d'octobre 2024.
Les tracés des emprises des phases de l'exploitation sont incomplets, notamment pour la phase en cours.
L'exploitant indique qu'il va procéder à la correction des tracés des phases de l'exploitation sur le prochain plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stabilité des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 12.1

Thème(s) : Autre, Stabilité des terrains

Prescription contrôlée :

Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 1.3, ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitant n'implante aucune installation classée liée à l'exploitation de la carrière dans la limite des dix mètres comptés à partir des limites du périmètre de l'autorisation.

Constats :

Les éléments observés lors du parcours du site au cours de la visite et les éléments consultés sur le plan d'exploitation n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Profondeur d'exploitation - talus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 12.2
Thème(s) : Autre, Profondeur d'exploitation - talus
Prescription contrôlée : Aucune extraction n'est réalisée à une cote inférieure à 141 m NGF. L'avancée de l'exploitation est réalisée en gradins d'au maximum 5 fronts. La hauteur des fronts est limitée à 4 mètres. Les talus en exploitation présentent une pente maximale de 45° par rapport à l'horizontale. L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Les levés topographiques et indications altimétriques sur le plan d'exploitation, ainsi que leur appréciation lors du parcours des zones du site n'appellent pas de remarques de l'inspection. L'exploitant indique maintenir les talus avec une pente à 45° et prévient l'installation du guépier d'Europe dans les zones d'extraction par ce moyen.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 6.6
Thème(s) : Autre, Rejets eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales collectées dans le bassin de récupération des eaux pluviales sont rejetées par surverse dans le fossé longeant le site du SMICTOM. Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;- la température est inférieure à 30 °C ;- la teneur en matières en suspension totales (MEST) est inférieure à 35 mg/L (norme NF T 90 105) ;- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une teneur inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;- la teneur en hydrocarbures est inférieure à 5 mg/L (norme NF T 90 114). La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/L. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Tous les ans, des analyses de contrôle sont effectuées en sortie de l'exutoire utilisé par un laboratoire agréé ou par une entreprise extérieure spécialisée sur des prélèvements effectués selon les règles de l'art. Elles concernent les paramètres énumérés ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a mis en place un drainage, après pompage des eaux pluviales dans la fosse d'extraction, et l'ensemble des eaux du secteur d'extraction sont infiltrées sur le site. Seules les eaux pluviales du carreau en entrée de site alimentent le bassin de collecte, maintenu, puis sont rejetées vers le fossé à l'extérieur du site.

Les constats n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets extérieurs à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 9.2

Thème(s) : Autre, Déchets extérieurs à la carrière.

Prescription contrôlée :

L'apport dans la carrière, temporaire (station de transit) ou définitif (installation de stockage), de déchets inertes et de terres non polluées qui proviennent de l'extérieur de la carrière est interdit, à l'exception des déchets mentionnés ci-dessous. Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des matériaux ou des déchets extérieurs au site est interdite.

Sont admis et utilisés pour la réalisation des pistes des déchets inertes de tuiles issus de l'usine WIENERBEGGER de Seltz et relevant du code suivant :

17 01 03 - Tuiles et céramiques : Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.

Constats :

Les matériaux extérieurs au site dont la présence est constatée lors de la visite sont exclusivement des fragments de tuiles et céramiques.

Les constats n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.1

Thème(s) : Autre, Suivi écologique

Prescription contrôlée :

Un suivi écologique est réalisé la première année après la notification du présent arrêté puis la fréquence du suivi est adaptée comme il suit :

- 1 suivi tous les 3 ans au cours des 9 années suivantes ;
- puis 1 suivi tous les 5 ans au cours des 15 années suivantes ;
- puis 1 suivi après finalisation des travaux de remise en état.

Pour les amphibiens, un suivi annuel est réalisé au cours des 5 premières années puis la fréquence du suivi est adaptée comme il suit :

- 1 suivi tous les 2 ans au cours des 6 années suivantes ;
- 1 suivi tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation ;
- 1 suivi après finalisation des travaux de remise en état. Les bilans sont transmis à la DREAL.

En cas de non atteinte des objectifs prévus par les mesures précitées, des mesures correctrices

sont mises en œuvre et les opérations de gestion sont adaptées.

Constats :

L'exploitant a présenté sur le terrain les mesures et actions préconisées par le rapport écologique du 18/02/2025. L'exploitant a adressé la copie du rapport à l'inspection.
Les constats n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 3.1

Thème(s) : Autre, Mesures de compensation

Prescription contrôlée :

- plantation de 150 m linéaires de haies buissonnantes en bordure Sud du site avant la coupe des haies existantes avec plantation d'essences locales (notamment l'Aubépine à un style, le Cornouiller sanguin, le Fusain d'Europe, le Prunellier, la Ronce commune, le Rosier des chiens, le Saule marsault, le Sureau noir et le Troène) ;

L'exploitant réalise l'acquisition et la mise en gestion de vergers dans le secteur de la carrière pour compenser la destruction de 2380 m² de vergers. Le projet est soumis en préalable à validation de la DREAL et est réalisé dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a présenté les travaux d'essais de plantations de haies et a adressé à l'inspection le bon de commande pour les travaux encore à réaliser.
Les constats n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

